



## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1845 - 10 février 1994 - 4 F

### D 1845 BRÉSIL: CORRUPTION POLITIQUE À GRANDE ÉCHELLE

L'année 1993 a été marquée par plusieurs actes de violence extrême qui ont marqué l'opinion publique: la tuerie de la Candelaria, à Rio, avec le sauvage assassinat de huit enfants par des policiers, le 23 juillet; le massacre, avec mutilations, d'au moins douze Indiens Yanomami par des chercheurs d'or à Haximu, dans le Roraima, à la fin du mois de juillet; et l'assassinat par la police de vingt et un habitants du bidonville de Vigario Geral, à Rio de Janeiro, le 30 août suivant.

Alors que tout le pays s'était réjoui de la destitution du président Collor pour corruption, en fin 1992 (cf. DIAL D 1751), les Brésiliens découvraient avec stupeur, à partir d'octobre 1993, l'existence d'un réseau de corruption de haut niveau au sein même de la commission du budget au Congrès. Les travaux d'une commission d'enquête parlementaire sur cette affaire mettaient le feu à la politique nationale. Plus d'une centaine de parlementaires seraient impliqués dans une corruption portant sur plusieurs milliards de dollars... L'affaire est en cours.

Dans un tel climat politique, on note l'importance du sursaut de la société civile brésilienne, qui avait déjà pris conscience de sa force à l'occasion de l'affaire Collor (cf. DIAL D 1766, 1768 et 1820). Témoignage ci-dessous (Jornal do Brasil du 18 novembre 1993).

Note DIAL

## REFONDER LA RÉPUBLIQUE

(Intertitres de DIAL)

La vague d'accusations de corruption qui s'abat sur le pays provoque la perplexité. Nous savons tous que ce n'est pas là chose nouvelle. La corruption n'est pas un "privilege" qui nous soit propre: l'Italie connaît un tremblement de terre spectaculaire en la matière et, au Japon, la morale en politique provoque des crises et suscite de nouveaux leaders. Chez nous, les réactions devant la corruption vont de la peur à la haine, du pessimisme le plus noir à l'enthousiasme militant, de la volonté de renforcement de la démocratie aux appels autoritaires. Mais le fait est là: au Brésil, l'État n'a jamais relevé de la chose publique.

### L'État privatisé

L'État au Brésil a toujours été la propriété des intérêts des oligarchies ou des groupes dominants. Au Brésil, nous avons déjà eu l'État de l'or, du café, de la canne à sucre, du coton, du cacao, de l'industrie, du système financier, du patronat, des oligopoles. L'État a toujours été l'État de ceux qui étaient les maîtres du jeu économique à un moment donné, mais jamais l'État des citoyens. L'État a toujours été la chose privée des intérêts dominants. Un État partagé entre ces mêmes intérêts, à l'égal d'un consortium public pour un partage de profits privés. Il n'existe donc pas, chez nous, de claire distinction entre le public et le privé. Il est ainsi entendu que le public c'est moi,

avec mes intérêts et ceux de mes amis, alliés, partisans, coreligionnaires ou associés. Le public n'est jamais que le collectif des intérêts de ceux qui m'entourent.

Le sens du public de type démocratique n'a pas encore, au Brésil, été fondé, à savoir la chose publique destinée à l'ensemble des citoyens, pour l'ascendant de tous et non point de quelques-uns. L'intérêt public vient en contrepoint - mais pas nécessairement en opposition - et se différencie de l'intérêt privé, particulier. Le concept de chose publique est une construction historique et politique née du dynamisme des acteurs sociaux les plus variés. Un tel concept, dans l'absolu, ne peut se trouver dans aucun dictionnaire universel de la politique.

Il existe cependant des critères éthiques permettant de définir, à chaque époque et dans chaque circonstance, ce qui relève du public et ce qui relève du privé. Le budget, par exemple, relève du public car il provient des contributions de chacun des citoyens et il est destiné à répondre aux besoins primaires de tous. Chaque centime du budget est d'ordre public et la décision quant à son attribution doit résulter de mécanismes de discussion transparents. Il est essentiellement ordonné au bien-être des citoyens dans leur ensemble. Les travaux publics, la santé publique, l'enseignement public, les services publics, les entreprises publiques, l'administration publique et la sécurité publique sont autant de bénéficiaires légitimes des ressources publiques.

#### La corruption comme appropriation de biens sociaux

On ne doit pas construire un hôpital public avec l'argent public pour le seul service de clientèles privées, à l'exclusion des autres citoyens pour quelque raison que ce soit d'ordre idéologique, économique ou politique. Attribuer de l'argent public à des entreprises privées pour des fins privées, à des individus, groupes, groupements ou oligopoles, et cela par le biais de mécanismes réservés, sans transparence ni contrôle public, constitue une appropriation privée de biens sociaux. Cela relève effectivement de la corruption. Les aides publiques à des entreprises privées doivent avoir pour visée l'intérêt public, et non pas l'augmentation du patrimoine et de la marge bénéficiaire des entreprises privées.

Un pays où ne prévaut pas le concept de chose publique, où l'État est devenu la propriété d'intérêts privés, c'est un pays qui n'est guère en condition de développer le sens du public et qui finit par privatiser et par corrompre tout ce qu'il fait. Il donne alors naissance à une classe politique prête en permanence à tomber dans les filets de la corruption. La République du café s'appropriait l'argent public pour satisfaire les barons du café, élaborait un budget qui était celui du café, bref une corruption en matière de café organisée dans le cadre de la loi et par le biais des institutions d'État.

C'est en ce sens qu'il vaut la peine de se demander si nous sommes en République, ou si elle est encore à fonder. Dans un pays où 20% seulement des habitants sont intégrés à l'économie formelle (si tant est que ce soit 20%), où 60% vivent dans la pauvreté et 20% dans l'indigence, on ne peut dire que la société et l'État soient organisés de façon à répondre aux intérêts généraux de la population. Dans une situation d'*apartheid* social, ce qui existe c'est la République des Blancs et des riches, et c'est le purgatoire ou l'enfer des Noirs, des métis et des Blancs pauvres. Tel est l'État qui est le nôtre. C'est pour cela qu'il est organisé, c'est pour ceux-là qu'il est organisé, c'est pour ceux-là qu'il dépense, investit, répond et administre.

#### Pour une éthique démocratique

D'où s'ensuivent les liens avec le patronat, les intérêts payés au système financier, les aides à certains milieux économiques, les prêts à d'autres. D'où la main de l'État dans ce qu'on appelle le marché afin de l'orienter en direction des intérêts dominants, ce que le marché ne sait pas forcément distinguer; car, de par la loi du marché, la misère pourrait même avoir sa chance puisqu'elle concerne la majorité de la

population. Mais nous savons tous que le marché a lui aussi son maître et que l'État est son patron. Ici, la misère n'a aucune chance.

D'où il s'ensuit que le public est effectivement privatisé. C'est pourquoi il est si difficile de ne pas être corrompu dans le traitement de la chose publique, surtout en matière de budget. Ce n'est qu'avec une éthique de ce que représente la chose publique qu'on peut empêcher la corruption à partir de l'argent public; ce n'est qu'avec une éthique de ce que représente la chose publique qu'on peut savoir quelle destination attribuer honnêtement aux ressources du budget. Pourquoi est-ce seulement aujourd'hui qu'on voit surgir avec force des accusations de corruption au niveau du budget national, alors que nous savons parfaitement qu'il s'agit d'une pratique de tous les temps? Je crois que cela vient du fait que c'est seulement aujourd'hui que nous sommes en train de fonder démocratiquement la République.

C'est maintenant que nous sommes en train de penser la République de tous, la République des citoyens. C'est maintenant que commence d'exister une conscience démocratique de la chose publique. Ce n'est pas pour autant que nous allons éradiquer la corruption de façon définitive. Il s'agit là d'une de ces plaies permanentes de l'humanité. Mais nous pouvons désormais rêver d'une fondation de la République sur la base de l'éthique, avec la distinction claire et nette le public et le privé, avec la séparation entre les intérêts particuliers et l'intérêt public, et avec l'apparition d'une nouvelle génération d'hommes politiques soucieux de cette éthique.

Jamais comme aujourd'hui le "Mouvement pour l'éthique en politique", et aujourd'hui celui de l'"Action des citoyens contre la faim et la misère et pour la vie", n'ont été aussi vivants et forts. Le Brésil peut renaître des cendres de cet énorme réseau de corruption et présenter un visage nouveau et des mains propres. Les élections générales de 1994 peuvent marquer le début d'une nouvelle ère. Elles le marqueront.

Herbert de Souza

sociologue,

secrétaire exécutif de l'Institut brésilien  
d'analyses sociales et économiques (IBASE),  
coordinateur national de Action des citoyens  
contre la faim et la misère et pour la vie.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)